

ARCEP

CONSULTATION PUBLIQUE

Mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique



Question 1 : Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?

La mutualisation des réseaux cuivre, câble et fibre doit être approfondie.

Il y a un lien direct avec la rénovation de ces supports cuivre et coaxial dans leur redéploiement en fibre optique.

La problématique des gaines et goulotte reste primordiale pour une réelle mutualisation après la limite du domaine public.

Il faut distinguer le domaine privatif du particulier et le domaine privatif « d'immeuble ».

L'objectif est de permettre à chaque particulier de pouvoir choisir son ou ses opérateurs tout en faisant partie d'un ensemble collectif.

Les premiers mètres quand on part de l'utilisateur sont primordiaux.

Sur le domaine privé la distinction s'impose entre habitat existant et habitat futur.

Pour l'habitat existant il faut distinguer l'individuel pavillonnaire et le collectif.

A1) Pour l'individuel pavillonnaire (plutôt pour le Centre Ville) contigu du domaine public/ voirie il n'y a qu'une pénétrante dans un sous-sol nous nous retrouvons avec du génie civil lié au maillage du domaine public (cf. consultation sur génie civil).

A2) Pour l'individuel pavillonnaire en habitat dispersé à 90 % ce sont des fourreaux de 2,5 à 3,5 cm de diamètre. Ce diamètre là ne peut supporter de multiples câbles, d'autant qu'une quote part importante est occupé par le câble de France Télécom.

Il faut donc que le câble optique complémentaire ou le câble optique remplaçant le câble cuivre ou coaxial ait plusieurs paires pour permettre de respecter le choix de l'individualisme du client final quelque soit la méthode d'activation des opérateurs de service.

D'autant que sur des sites câblés le fourreau est occupé et par le câble cuivre téléphonique et par le câble coaxial.

B) Pour l'immeuble collectif, il y a deux régimes juridiques de gestion :

- Régime de la copropriété avec un syndic et les règles associées de la majorité, il y a donc 2 verrous à faire sauter :
 - ✓ la modification législative dans le domaine des RCE doit permettre au syndic de prendre des initiatives sans en référer en permanence au ;
 - ✓ dans le domaine des RCE majorité simple des présents et porteur de doit permettre les décisions.

-Logements sociaux (type HLM...) le: problème reside dans le mode de gestion associatif avec des cultures du mode de conso-collective La couverture universelle du service RCE doit

faire l'objet d'une approche particulière(cf CMU) . L'aspect technique est plutôt simple avec le bailleur :car une simple information peut suffire

Au sujet du coaxial, de nombreux immeubles sont raccordés au câble pour délivrer à la fois un « service antenne » et des services individuels. Les collectifs qui veulent faire jouer la concurrence à l'occasion du renouvellement des contrats de «service antenne » sont confrontés à une difficulté de ce fait, puisqu'il n'y a plus qu'un seul opérateur national pour les services individuels, alors qu'il y a plusieurs offreurs de service possibles pour un service antenne.

Question 2 : La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?

Concernant les réseaux câblés, les antennes de distribution internes ne sont, en fait, pas nécessairement propriétés de l'opérateur. Les régimes sont variables, certains collectifs ont financé la rénovation et l'interconnexion de leur antenne à l'occasion du contrat de longue durée du service collectif avec l'opérateur, mais en restant propriétaires.

La description proposée correspond à un constat établi sur le Grand Nancy mis à part le contexte particulier du câble

En effet sur la commune de Nancy Numéricâble loue des gaines sous forme d'IRU à France Telecom mais sur certaines communes membres la CUGN y compris Nancy pour certains quartiers les gaines utilisées par l'ex sem câble de l'est (entité rachetée par Numéricâble) les gaines sont gérées par la communauté urbaine

Les réseaux intérieurs d'immeubles doivent appartenir aux copropriétés car ils sont, plus que les gaines du domaine public, complètement indissociables de l'immeuble. L'analyse de la propriété faite par le document ne tient pas compte de cet état de fait et France Télécom considère toujours que les conduits situés à l'intérieur des propriétés restent la propriété privée.

De plus dans les conduits d'immeubles, il n'y a aucun entretien à effectuer qui pourrait justifier d'un tarif privilégié.

Les pouvoirs publics devraient pouvoir indiquer que les conduits internes des immeubles existants sont partageables entre les opérateurs, quitte à ce que l'opérateur entrant ait à sa charge les modifications et adaptations.

Question 3 : Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?

Les procédures de servitude (articles L. 45-1 et L. 48 du CPCE) sont trop lourdes.

Des dispositions législatives et réglementaires devraient être prises pour faciliter les déploiements dans les immeubles neufs ou rénovés.

« Toute personne qui construit un ensemble d'habitations l'équipe au moins des gaines techniques nécessaires à la réception, par tous réseaux de communications électroniques, des services en clair de télévision par voie hertzienne en mode numérique. »

Cet article impose des gaines pour les immeubles neufs, et non pour les rénovations ; il n'impose pas l'installation des réseaux ou des équipements de réception.

Il conviendrait d'intégrer dans la demande de permis de construire ou de rénovation les conditions permettant l'adduction fibre.

Il faudrait aussi permettre aux syndicats de prendre des initiatives sans être en permanence dans l'obligation de réunir les copropriétaires si une opportunité se fait jour

L'autorité devrait pouvoir ériger un cadre permettant un droit d'accès aux immeubles.

Question 4 : La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelle sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?

La mutualisation de la partie terminale en pied d'immeuble semble indispensable à terme. En effet, les différents opérateurs pourraient amener leurs réseaux dans un local technique et ensuite bénéficier de la distribution mutualisée.

Sur le domaine public il y a lieu de prévoir régulièrement des chambres mutualisées ou mutualisables dans le respect de normes d'ingénierie.

Pour une densité urbaine « classique » un accès pour 3 logements et plus semble un premier niveau à respecter.

Le rapport 1 sur 3 de raccordés sur raccordables paraît économiquement raisonnable.

L'analyse qui est faite prend en compte une propriété remise à France Télécom, ce qui ne semble pas être le cas pour les immeubles privés

Question 5 : A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien

d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?

A court terme, des solutions de co-investissement présentent l'avantage d'une mutualisation permettant une couverture plus étendue du très haut débit. A moyen/long terme, pour éviter la formation d'un oligopole, il faut des mesures réglementaires ou régulatrices pour ouvrir ces infrastructures.

Un accord de co-investissement est souhaitable. Les investissements seraient répartis entre les opérateurs demandeurs et à chaque nouvelle demande la part investie serait réduite par une recette versée par le nouvel entrant à tous les occupants précédents.

Un accord de co-investissement devrait regrouper au moins 3 acteurs afin de ne pas constituer artificiellement un duo pole

Question 6 : Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ?

Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?

Les mesures à imposer au déploiement de réseaux PON devraient probablement être proportionnées en fonction des caractéristiques et du mode opératoire de la desserte des zones.

Il y a lieu effectivement si l'on veut offrir une infrastructure passive en fibre, neutre, pour chaque logement ou site individuel de prévoir en technologie PON la pose de fibres en surnuméraires.

Cependant dans un premier temps une offre PON en distribution d'immeuble devrait satisfaire la plupart des besoins moyens terme.

Une offre de dégroupage pourrait être mise en œuvre si les gestionnaires d'immeubles procédaient à la pose d'un réseau mutualisable. En cas de pose par un opérateur, il est a priori délicat de déterminer combien de fibres numéraires seraient nécessaires.

Le cadre juridique à mettre en œuvre devrait relever d'un règlement général.

Question 7 : Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptibles de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretierage, l'hébergement des têtes de câbles,

les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie.

Cette question concerne surtout les opérateurs.

L'hébergement des têtes de câble peut se faire sur le domaine public afin d'assurer la neutralité des accès et des mises à disposition. (cf. la gestion des points hauts).

Une DSP de type affermage répond correctement actuellement à ce problème.

La qualité de service du réseau passif doit être de 99,99% en mode sécurisé.

Question 8 : A quelles conditions une offre de type bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elle d'envisager une telle offre ?

Une offre bitstream ne peut se concevoir à terme qu'avec un tarif indépendant du débit.

Quant aux équipements terminaux ils peuvent faire l'objet d'une liste de référence avec mise à jour biannuelle.

La technologie PON utilisée par plaque semble répondre à ce problème

Question 9 : Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?

La communauté urbaine du Grand Nancy via la DSP affermage pratique l'option 1.

Toutefois un accès au nro d'étage par exemple reste une approche souhaitable pour les logements.

L'option 2 du co-investissement est à proposer également.

Question 10 : Estimez-vous nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès à la partie terminale des réseaux ou chaque acteur doit-il être libre de ses tarifs ? Si contrôle il y avait, quels pourraient en être les principes ? Serait-il étendu aux accords de co-investissement et sous quelle forme éventuelle ?

Il est nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès de la partie terminale des réseaux pour éviter que l'occupant premier ne se retrouve en position de monopole.

Communauté Urbaine du Grand Nancy

Les modalités de contrôle devraient consister en la justification des tarifs proposés par les investissements et modifications rendus nécessaires.

Question 11 : Dans quelles limites les clauses de réciprocité vous semblent-elles devoir être acceptées pour la fourniture des accès très haut débit ?

Les clauses de réciprocité permettent d'initialiser les actions mais risquent à moyen terme de constituer des barrières pour les nouveaux entrants.

Question 12 : Les opérateurs sont invités à préciser les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adaptée à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique.

Cette question concerne les opérateurs

Question 13 : Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence de connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.

Concerne les opérateurs et les équipementiers mais une connectique préinstallée semble souhaitable.

La taille du boîtier doit être sensiblement plus faible que les boîtiers actuels de type gaz ou électricité.

Question 14 : La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?

La solution doit s'accompagner de pratiques non discriminatoires des installateurs agréés vis-à-vis des opérateurs.

La solution proposée par France Telecom ne résout que partiellement le problème.

Il faudrait imposer que dans les règlements de copropriété certaines normes et règles comme pour l'eau et l'électricité soient édictées et soient à respecter.

Question 15 : Partagez vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?

Il existe un point de départ identifiable, celui de l'accord du gestionnaire de l'immeuble.

Un outil de type serveur informatique est tout à fait utile .Un SIG bien adapté et interfaçable avec la documentation numérique des opérateurs doit répondre correctement.

Le référentiel de la taxe foncière semble actuellement le mieux adapté.

Question 16 : Les cinq sujets listés ci-avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?

Les cinq sujets ci dessous doivent effectivement être normalisés :

- FO
- Indentification des logements
- Points de mutualisation
- Interface SI
- SAV

Un groupe de travail et de propositions de niveau national est à proposer

Question 17 : Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?

La philosophie générale pourrait donc être de faciliter l'accès aux immeubles en échange de garanties sur l'ouverture effective. Une telle législation aurait donc un à la fois un rôle positif et un rôle dissuasif.

La législation pourrait affirmer ce principe très rapidement, par exemple à l'occasion du projet de loi sur la consommation dans le domaine des communications électroniques.

Pour être efficace, cette législation doit se combiner avec l'ouverture effective des fourreaux de l'opérateur historique.

Les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics suivant le schéma ci-dessous :

- fixation de règles générales en concertation avec les différents opérateurs

- mise en œuvre
- en cas de problème, saisie de l'autorité de régulation
- bilan après une période d'expérimentation et éventuellement modification des règles

Question 18 : Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société France Telecom, en termes de principes généraux et de conditions de mise en oeuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

L'offre de France Telecom semble reconduire le même principe que l'offre adsl

Si dans un premier temps cela permet le « décollage » des services il convient d'imposer que le boîtier d'interconnexion dispose d'un nombre suffisant de paires (au moins 6 paires de fibres par exemple)